

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e.s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

#Objet : Question orale de Madame Stéphanie Paulissen (DéFI) : Crèches communales – logiciel de gestion des inscriptions- report du 01/12/2022- report du 22/12/2022 #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevin.e.s
Cher.e.s Collègues,

Pour de nombreux parents, l'inscription en milieu d'accueil peut être synonyme de parcours du combattant, et ce, tant en raison du nombre restreint de places en milieu d'accueil qu'en raison des démarches administratives à effectuer auprès de nombreux établissements.

Depuis septembre 2021, les crèches communales d'Auderghem offrent aux familles la possibilité d'inscrire leur.s enfant.s via un formulaire disponible sur le site internet de la Commune.

Nos questions sont les suivantes :

- Quel bilan tirez-vous de ce processus d'inscription ?
- Quel est le retour du terrain que vous avez quant à la facilité d'utilisation du logiciel utilisé?
- Quelles sont les statistiques disponibles via le logiciel? Pouvez-vous par exemple, quantifier le nombre de demandes que vous avez reçues par téléphone et par mail ainsi que le nombre d'entrées annuelles? Planifier les passages de section, les dates de fin de contrats est-il possible et permet-il d'anticiper la disponibilité de places ? Dans quel délai un parent reçoit-il une réponse par rapport à une demande d'inscription ?
- Comment les places disponibles sont-elles attribuées ?

Je vous remercie pour vos réponses.

Stéphanie PAULISSEN

Conseillère communale – Liste de la Bourgmestre (DéFI)

• Réponse de Madame Florence Couldrey, Échevine :

Madame la Conseillère communale,

Je vous remercie pour votre question.

En 2019, le Collège a décidé d'être audacieux et d'opter non seulement pour un logiciel d'inscription mais aussi pour un logiciel de gestion et de communication avec les parents.

Après avoir échangé avec d'autres communes pour identifier les options nécessaires, après avoir rencontré le CIRB ainsi que des développeurs, après avoir analysé les fonctionnalités de logiciels disponibles dans d'autres pays, et constaté qu'il n'existait aucun logiciel Petite Enfance aussi performant que ce que nous le souhaitions sur le marché belge francophone ; en 2020, le Collège a décidé de sélectionner une start-up belge qui était en train de développer un logiciel de centralisation des inscriptions.

Aujourd'hui, le logiciel TUTUTE devenu entre-temps BE KID est à la base le résultat du travail du concepteur et de la collaboration avec notre commune. Comme souhaité, le logiciel assure la centralisation des inscriptions, facilite la communication avec les parents, le travail des collaborateurs, permet d'optimiser les taux d'occupation ainsi que la gestion globale des crèches.

Désormais plus de 150 crèches travaillent avec le logiciel BE KID, à Bruxelles et en Wallonie. A Bruxelles, sur 19 communes, 13 pouvoirs organisateurs ont déjà de choisi de travailler avec le logiciel. Avant de se décider, certaines communes nous ont contacté pour recueillir notre avis.

Pour nous, le bilan est clairement positif.

Bien sûr, des améliorations sont toujours possibles. Le logiciel est en évolution constante car le concepteur vise l'excellence et est réactif aux demandes faites par les milieux d'accueil.

Concernant les inscriptions, le processus est rapide. Il ne demande que quelques minutes d'attention.

En un an, de septembre 2021 à septembre 2022 nous avons reçu 660 demandes d'inscription dont 635 en ligne et 25 via notre permanence téléphonique. Les familles en fracture numérique ont la possibilité de s'adresser à la permanence téléphonique pour que l'inscription soit introduite par un agent de la Petite Enfance.

Parmi les avantages du système :

- Une accessibilité 24h/24, 7 jours sur 7 ;
- Une seule démarche administrative (inscription en ligne) offrant une simplicité d'utilisation au lieu de 4 appels téléphoniques pour contacter chacune de nos crèches communales ;
- Les familles reçoivent instantanément une confirmation de leur demande d'inscription avec un numéro de dossier. Ensuite, au plus tôt dans les 15 jours et au plus tard dans le mois qui suit leur demande, une réponse leur est donnée ;
- En cas de réponse défavorable, la demande est automatiquement mise sur une liste d'attente. Cette liste d'attente peut être consultée par les directions de crèches. Le personnel administratif autorisé à accéder au logiciel peut obtenir un listing d'attente ordonné par ordre chronologique, intégrant les priorités de l'ONE reprises dans l'arrêté de mai 2019 (telle situation sociale, une fratrie, etc.), la date d'entrée souhaitée et l'âge de l'enfant. Le listing d'attente est automatiquement mis à jour : tous les 3 mois, un mail est envoyé aux parents afin de savoir s'ils veulent ou non rester sur la liste d'attente.

Le logiciel BE KID offre un gain de temps tant pour les parents que pour le personnel, mais ne permet pas de combler l'ensemble des attentes des familles.

Les principales questions remontant vers notre permanence téléphonique concernent le fait que les familles veulent savoir si elles ont une place et quand elles auront une place.

Les déceptions sont nombreuses... voici pourquoi :

Seules entre 10% et 15% des familles qui font une demande obtiennent une place en crèche communale. Entre janvier 2022 et décembre 2022, 91 familles ont reçu une décision positive d'entrée dans l'une des 4 crèches communales. Un enfant reste en crèche entre 30 et 36 mois. Cela explique que les places se libèrent au compte-goutte.

Par ailleurs, pour une famille dans l'attente d'une solution de garde pour leur enfant, il n'est pas nécessairement facile de comprendre que leur indiquer leur position sur la liste d'attente n'offre pas une information pertinente. Et ce, pour plusieurs raisons. Lorsqu'une place est disponible, elle est attribuée en fonction de l'ordre chronologique, en fonction des priorités reprises dans l'arrêté de mai 2019, en fonction de l'âge de l'enfant et en fonction de la date d'entrée souhaitée mentionnée par les parents. À titre d'exemple, si une place se libère dans la section des enfants de 5 mois, on ne peut pas y accueillir un enfant de 18 mois. Autre exemple : deux familles postulent pour une place pour un enfant de 9 mois. Suite à un

désistement, une place pour un enfant de 9 mois se libère. Une famille est sur liste d'attente depuis des mois tandis que l'autre depuis 15 jours. Celle qui est en attente depuis 15 jours obtient la place car elle présente des difficultés sociales importantes. La réglementation de l'ONE prévoit que c'est la famille qui présente des difficultés sociales qui est prioritaire.

Par rapport aux disponibilités des places, le logiciel BE KID offre une réelle facilité de lecture.

Grâce à des codes couleurs sur un calendrier, le personnel communal peut rapidement voir à partir de quelle date une place à temps plein ou à temps partiel est disponible.

Concernant la planification des passages de section et des dates d'entrée et de sortie de l'enfant, les informations sont disponibles sur le logiciel mais elles à prendre à titre indicatif.

Pourquoi ? Pour nous, veiller au bien-être de l'enfant et à son évolution dans sa globalité est essentiel. De ce fait, un enfant ne change de section non pas parce qu'il était prévu qu'il change à tel moment, mais bien parce qu'il est prêt au niveau de ses capacités. Chaque enfant est différent. Ainsi, un enfant de 13 mois peut, en accord avec les parents, être amené à rester dans la section des bébés parce que son évolution psychomotrice est différente de « la norme ». De même, un parent peut indiquer lors de l'entrée en crèche que son enfant partira de la crèche à 3 ans, et se rendre compte qu'à 2,5 ans son enfant est prêt à rentrer en classe maternelle. En général, c'est 7 ou 8 mois avant un départ, que l'on sait quand une place sera disponible, sauf en cas de départ anticipatif pour cause de déménagement par exemple. Cela permet une planification efficace. Ceci assez honorable, lorsque l'on sait que certaines communes ont pour habitude de demander de rappeler quand l'enfant est né.

Un des atouts du logiciel est d'offrir une accessibilité d'un nombre important d'informations en temps réel. Tout membre du personnel qui a accès au logiciel dispose de la même information qui est mise à jour en temps réel. Un sacré atout, notamment pour les cas d'urgence.

Un exemple ? En cas de coupure d'électricité inopinée qui nécessite la fermeture exceptionnelle d'une crèche, le service administratif central peut rapidement prévenir les parents concernés. Le logiciel pouvant envoyer l'information en quelques minutes aux parents par sms, mail etc. Et le personnel autorisé peut accéder aux coordonnées des parents et aussi avertir les parents via un échange téléphonique.

En résumé, ce logiciel pratique, simple d'utilisation, facilite le travail des collaborateurs, offre des statistiques utiles, favorise gestion, la communication et est en évolution constante.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Stéphanie Paulissen (DéFI): Gemeentelijke kribben - software voor registratiebeheer- uitstel van 01/12/2022- uitstel van 22/12/2022 #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren
Beste collega's,

Voor veel ouders kan de inschrijving in de opvang een hindernis zijn, zowel vanwege het beperkte aantal opvangplaatsen als vanwege de administratieve procedures die bij veel instellingen moeten worden doorlopen.

Sinds september 2021 bieden de gemeentelijke kinderdagverblijven van Oudergem de mogelijkheid aan gezinnen om hun kinderen in te schrijven via een formulier dat beschikbaar is op de gemeentelijke website.

Onze vragen luiden als volgt:

- Wat is uw beoordeling van het registratieproces?
- Welke feedback heeft u uit het veld over het gebruiksgemak van de gebruikte software?
- Welke statistieken zijn beschikbaar via de software? Kunt u bijvoorbeeld het aantal verzoeken dat u telefonisch en per e-mail heeft ontvangen, alsmede het aantal jaarlijkse inschrijvingen kwantificeren? Is het mogelijk overgangen en einddata van secties te plannen en te anticiperen op de beschikbaarheid van plaatsen? Hoe snel ontvangt een ouder een antwoord op een inschrijvingsverzoek?
- Hoe worden de beschikbare plaatsen toegewezen?

Dank u voor uw antwoorden.

Stéphanie PAULISSEN

Gemeenteraadslid - Lijst van de burgemeester (DéFI)

- **Antwoord van mevrouw Florence Couldrey, Schepen:**

Mevrouw het gemeenteraadslid,

Dank u voor uw vraag.

In 2019 heeft het College besloten om doortastend op te treden en niet alleen te kiezen voor een inschrijvingssoftware, maar ook voor een beheers- en communicatiesoftware met de ouders.

Na uitwisseling met andere gemeenten om de nodige opties te identificeren, na ontmoetingen met het CIBG en ontwikkelaars, na analyse van de functionaliteiten van in andere landen beschikbare software, en na vaststelling dat er op de Franstalige Belgische markt geen software voor jonge kinderen beschikbaar was die zo efficiënt was als wij wilden; in 2020 besloot het College een Belgische start-up te selecteren die een software ontwikkelde voor de centralisatie van inschrijvingen.

Vandaag is de TUTUTE-software, die inmiddels BE KID is geworden, in feite het resultaat van het werk van de ontwerper en de samenwerking met onze gemeente. Naar wens centraliseert de software de inschrijvingen, vergemakkelijkt de communicatie met de ouders, vergemakkelijkt het werk van het personeel, optimaliseert de bezettingsgraad en het algemene beheer van de crèches.

Meer dan 150 kinderdagverblijven in Brussel en Wallonië werken nu met de BE KID-software. In Brussel hebben al 13 van de 19 gemeenten ervoor gekozen om met de software te werken. Alvorens te beslissen, hebben enkele gemeenten ons om advies gevraagd.

Voor ons is de balans duidelijk positief.

Natuurlijk zijn verbeteringen altijd mogelijk. De software evolueert voortdurend omdat de ontwerper streeft naar uitmuntendheid en inspelt op de eisen van de gastgemeenschap.

Het registratieproces verloopt snel. Het kost maar een paar minuten van je aandacht.

In één jaar, van september 2021 tot september 2022, ontvingen wij 660 registratieverzoeken, waarvan 635 online en 25 via onze telefonische hotline. Gezinnen met een digitale kloof kunnen de hotline bellen om de registratie door een ambtenaar te laten inleiden.

De voordelen van het systeem zijn

- Bereikbaarheid 24 uur per dag, 7 dagen per week;
- Een enkel administratief proces (online inschrijving) dat gebruiksgemak biedt in plaats van 4 telefoontjes om contact op te nemen met elk van onze gemeentelijke kinderdagverblijven;
- Gezinnen ontvangen direct een bevestiging van hun aanvraag met een dossiernummer. Vervolgens krijgen zij ten vroegste binnen 15 dagen en uiterlijk binnen een maand na hun verzoek een antwoord;
- Bij een negatief antwoord wordt de aanvraag automatisch op een wachtlijst geplaatst. Deze wachtlijst kan worden geraadpleegd door de beheerders van de crèche. Het administratief personeel dat toegang heeft tot de software kan een wachtlijst in chronologische volgorde verkrijgen, waarbij de prioriteiten van de ONE zoals bepaald in het decreet van mei 2019 (zoals sociale situatie, een broer of zus, enz.), de gewenste inreisdatum en de leeftijd van het kind worden geïntegreerd. De wachtlijst wordt automatisch bijgewerkt: om de 3 maanden krijgen de ouders een e-mail met de vraag of ze al dan niet op de wachtlijst willen blijven staan.

De BE KID-software bespaart tijd voor zowel ouders als personeel, maar voldoet niet aan alle verwachtingen van de gezinnen.

De belangrijkste vragen die bij onze hotline binnenkomen, zijn dat gezinnen willen weten of zij een plaats hebben en wanneer zij een plaats zullen hebben.

Er zijn veel teleurstellingen... hier is waarom:

Slechts 10% tot 15% van de gezinnen die zich aanmelden, krijgen een plaats in een gemeentelijke crèche. Tussen januari 2022 en december 2022 kregen 91 gezinnen een positieve beslissing om in een van de 4 gemeentelijke kinderdagverblijven in te stromen. Een kind verblijft in de crèche tussen 30 en 36 maanden. Dit verklaart waarom plaatsen slechts geleidelijk beschikbaar komen.

Anderzijds is het voor een gezin dat wacht op een oplossing voor kinderopvang niet noodzakelijk gemakkelijk te begrijpen dat het vertellen van hun positie op de wachtlijst geen relevante informatie biedt. Daar zijn verschillende redenen voor. Als er een plaats beschikbaar is, wordt deze toegewezen volgens de chronologische volgorde, volgens de prioriteiten die in de volgorde van mei 2019 zijn vermeld, volgens de leeftijd van het kind en volgens de door de ouders opgegeven gewenste datum van binnenkomst. Als er bijvoorbeeld een plaats vrijkomt in de afdeling voor 5 maanden, kan een kind van 18 maanden niet worden geaccepteerd. Een ander voorbeeld: twee gezinnen vragen een plaats aan voor een kind van 9 maanden. Na een terugtrekking komt er een plaats vrij voor een kind van 9 maanden. De ene familie staat al maanden op de wachtlijst, de andere pas 15 dagen. Het gezin dat al 15 dagen op de wachtlijst staat, krijgt de plaats omdat

het aanzienlijke sociale problemen heeft. Volgens de ONE-verordeningen heeft het gezin met sociale moeilijkheden voorrang.

De BE KID software is zeer gemakkelijk af te lezen met betrekking tot de beschikbaarheid van plaatsen.

Met behulp van kleurcodes op een kalender kan het gemeentepersoneel snel zien wanneer een voltijdse of deeltijdse functie beschikbaar is.

De informatie over de planning van de overgangen en de data van binnenkomst en vertrek van het kind is beschikbaar in de software, maar moet als een indicatie worden beschouwd.

Waarom is dat zo? Voor ons is het essentieel om te zorgen voor het welzijn van het kind en zijn of haar ontwikkeling als geheel. Een kind gaat dus niet van de ene afdeling naar de andere omdat het gepland was dat hij/zij op dat moment zou veranderen, maar omdat hij/zij er qua capaciteiten klaar voor is. Elk kind is anders. Zo kan een kind van 13 maanden, in overleg met de ouders, gevraagd worden op de babyafdeling te blijven omdat zijn of haar psychomotorische ontwikkeling afwijkt van "de norm". Evenzo kan een ouder bij binnenkomst in de crèche aangeven dat zijn kind de crèche op 3-jarige leeftijd zal verlaten, om zich vervolgens te realiseren dat zijn kind op 2,5-jarige leeftijd klaar is om naar de kleuterklas te gaan. In het algemeen weten we pas 7 of 8 maanden voor een vertrek wanneer een plaats beschikbaar is, behalve in het geval van een vervroegd vertrek door bijvoorbeeld een verhuizing. Dit maakt een efficiënte planning mogelijk. Dat is heel eervol, aangezien sommige gemeenten de gewoonte hebben om te vragen om teruggeroepen te worden als het kind geboren is.

Een van de sterke punten van de software is dat deze in real time toegang biedt tot een grote hoeveelheid informatie. Elk personeelslid dat toegang heeft tot de software beschikt over dezelfde informatie, die in real time wordt bijgewerkt. Dit is een groot voordeel, vooral in noodgevallen.

Een voorbeeld? In geval van een onverwachte stroomonderbreking die de uitzonderlijke sluiting van een kinderdagverblijf vereist, kan de centrale administratieve dienst de betrokken ouders snel op de hoogte brengen. De software kan de informatie in een paar minuten naar de ouders sturen via sms, e-mail enz. En bevoegd personeel heeft toegang tot de contactgegevens van de ouders en kan de ouders ook via een telefooncentrale op de hoogte brengen.

Kortom, deze praktische, gebruiksvriendelijke software vergemakkelijkt het werk van de werknemers, biedt nuttige statistieken, bevordert het beheer en de communicatie en is voortdurend in ontwikkeling.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT

Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

#Objet : Question orale de Madame Carinne Lenoir (DéFI) à propos de l'ouverture partielle du domaine de Val Duchesse. #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Échevins
Chers Collègues,

Le 15 octobre 2019 dernier, le Collège auderghemois avait décidé de soutenir sur son territoire les aménagements qui contribuent au maillage vert et bleu que forme la Woluwe et de contribuer à sa continuité pédestre interrégionale et donc de prévoir une ouverture partielle du Domaine de Val Duchesse.

Dans cette décision, Auderghem avait indiqué avoir interpellé le Gouvernement bruxellois afin qu'il interpelle le Gouvernement fédéral et la Donation Royale pour entamer un dialogue sur l'ouverture partielle du domaine.

En juillet 2020, le Parlement bruxellois s'est prononcé en adoptant une résolution en faveur d'une ouverture partielle du domaine de Val Duchesse au public.

Le projet, toutefois, a du plomb dans l'aile. Dans une réponse à une interpellation de la députée bruxelloise Bianca De Baets (CD&V), Alain Maron (Écolo), ministre bruxellois de l'Environnement, a jugé que ce projet n'était pas "prioritaire" ajoutant que "compte tenu des ressources limitées disponibles au sein de Bruxelles Environnement, aucune démarche n'a été entreprise auprès du gouvernement fédéral.

Il s'agit là d'une décision incompréhensible pour mon groupe qui depuis de très nombreuses années défend une ouverture partielle de cet espace vert dans le respect de la biodiversité dense présente sur le site et dans un souci de bien-être de nos citoyens.

Mes questions sont donc les suivantes :

- Quelle est la position de la commune suite à cette décision ?
- La commune d'Auderghem a-t-elle été informée de la décision du Ministre de ne pas poursuivre le projet d'ouverture partielle du domaine de Val Duchesse préalablement aux sorties dans la presse ?
- Des concertations ont-elles eu lieu depuis la décision du Collège de 2019 ?
- Des nouvelles actions ou contacts vont-ils être entrepris auprès des autorités supérieures afin d'obtenir une ouverture partielle du site ?

Je vous remercie.
Carinne Lenoir
Liste de la Bourgmestre (DéFI)
Conseillère communale

• **Réponse de Madame Sophie de Vos, Bourgmestre :**

La commune a appris par la presse la décision du ministre de ne pas suivre la résolution adoptée par le parlement et le regrette. En effet, la volonté du dernier propriétaire des lieux était de faire profiter son parc au plus grand nombre lorsqu'il légua son domaine à la donation royale et cette volonté n'a jamais été respectée.

La commune multiplie depuis de nombreuses années les initiatives pour que soit à tout le moins déprivatisé le chemin de woluwe (courriers, RV, demandes d'ouvertures temporaires...) et ne peut comprendre qu'un tel projet ne soit pas soutenu par le ministre en charge des espaces verts. En effet cette déprivatisation permettrait

- D'améliorer la mobilité douce entre Auderghem et les Etangs Mellaerts, tronçon actuellement desservi par une magnifique piste cyclable mais par un trottoir très étroit – et tronçon historiquement utilisé par les citoyens pour se rendre de Woluwe à Auderghem
- D'améliorer aussi la continuité du maillage bleu puisque la woluwe qui traverse plusieurs communes entre WB et Vilvoorde serait à nouveau accessible sur ce tronçon
- D'augmenter les espaces verts au profit de tous les bruxellois

La donation royale est certes le propriétaire mais le soutien du ministre de tutelle de Bruxelles Environnement eut été un poids apprécié, en accord avec la résolution parlementaire et la demande de la commune.

Nous reprendrons donc notre bâton de pèlerin en recontactant la donation royale et mais aussi en réexpliquant bien le projet au ministre. En effet, sa réponse donnée récemment à la presse comme à la télévision bruxelloise laisse penser qu'il y a incompréhension : il n'envisage pas la gestion par Bruxelles Environnement de l'entièreté du parc de plusieurs hectares qui coûterait des millions dans une zone de Bruxelles déjà pourvue (je le cite) de nombreux espaces verts- alors que nous ne demandons que la déprivatisation d'une bande de terrain de quelques mètres de large sur 400 m de long.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van mevrouw Carinne Lenoir (DéFI) over de gedeeltelijke opening van het domein Hertoginnedal #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad
Beste collega's,

Op 15 oktober 2019 heeft het College van Oudergem beslist om de ontwikkelingen op zijn grondgebied die bijdragen tot het groene en blauwe netwerk gevormd door de Woluwe te ondersteunen en bij te dragen tot de interregionale voetgangerscontinuïteit ervan en dus te voorzien in een gedeeltelijke openstelling van het domein Hertoginnedal.

In dit besluit had Oudergem aangegeven dat het de Brusselse regering had gevraagd de federale regering en de Koninklijke Schenking te verzoeken een dialoog aan te gaan over de gedeeltelijke openstelling van het domein.

In juli 2020 nam het Brussels Parlement een resolutie aan om het domein Hertoginnedal gedeeltelijk open te stellen voor het publiek.

Het project zit echter in de problemen. In een antwoord op een vraag van Brussels parlamentslid Bianca De Baets (CD&V) zei Alain Maron (Ecolo), Brussels minister van Leefmilieu, dat het project geen "prioriteit" was, en hij voegde eraan toe dat "gezien de beperkte middelen die binnen Leefmilieu Brussel beschikbaar zijn, er geen stappen zijn ondernomen bij de federale regering".

Dit is een onbegrijpelijk besluit voor mijn fractie, die al vele jaren een gedeeltelijke openstelling van deze groene ruimte verdedigt met het oog op de dichte biodiversiteit die op het terrein aanwezig is en uit zorg voor het welzijn van onze burgers.

Mijn vragen zijn daarom als volgt:

- Wat is het standpunt van de gemeente na dit besluit?
- Was de gemeente Oudergem vóór de persberichten op de hoogte van de beslissing van de minister om het project voor de gedeeltelijke openstelling van het domein Hertoginnedal niet door te zetten?
- Is er sinds het collegebesluit van 2019 overleg geweest?
- Zullen er nieuwe acties of contacten met hogere autoriteiten worden ondernomen om een

gedeeltelijke openstelling van het terrein te verkrijgen?

Bedankt.

Carinne Lenoir

Lijst van de burgemeester (DéFI)

Gemeenteraadslid

• **Antwoord van mevrouw Sophie de Vos, burgemeester:**

De gemeente heeft uit de pers vernomen dat de minister heeft besloten de door het parlement aangenomen resolutie niet te volgen en betreurt dit. De laatste eigenaar van het terrein wilde namelijk zijn park voor zoveel mogelijk mensen toegankelijk maken toen hij zijn nalatenschap aan de koninklijke schenking naliet en deze wens is nooit gehonoreerd.

De gemeente neemt al jaren talrijke initiatieven om de Woluweweg te ontsluiten (brieven, vergaderingen, verzoeken om tijdelijke openingen, enz.) en begrijpt niet waarom een dergelijk project niet wordt gesteund door de minister die bevoegd is voor groenvoorzieningen. Deze deprivatisering zou het mogelijk maken

- De zachte mobiliteit verbeteren tussen Oudergem en de Mellaertsvijvers
- , een traject dat momenteel wordt bediend door een prachtig fietspad maar met een zeer smal trottoir - en een traject dat van oudsher door burgers wordt gebruikt om zich van Woluwe naar Oudergem te verplaatsen.
- De continuïteit van het blauwe netwerk verbeteren, aangezien de Woluwe, die verschillende gemeenten tussen Watermaal Bosvoorde en Vilvoorde doorkruist, op dit traject opnieuw toegankelijk zou zijn.
- Meer groenvoorzieningen ten behoeve van alle Brusselaars

Hoewel de Koninklijke Schenking de eigenaar is, zou de steun van de minister van Leefmilieu Brussel op prijs zijn gesteld, overeenkomstig de parlementaire resolutie en het verzoek van de gemeente.

Wij zullen daarom onze pelgrimsstaf weer ter hand nemen door contact op te nemen met de koninklijke schenking en ook door het project uit te leggen aan de minister. Uit zijn recente antwoord aan de pers en de Brusselse televisie blijkt inderdaad een gebrek aan begrip: hij denkt niet aan het beheer door Leefmilieu Brussel van het volledige park van enkele hectaren - wat miljoenen zou kosten in een wijk van Brussel die al voorzien is van (en ik citeer) talrijke groene ruimten - terwijl wij alleen vragen om de ontneming van een strook grond van enkele meters breed en 400 meter lang.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

**#Objet : Question orale de Messieurs François Lebovy et Christian Grétry (ECOLO-GROEN) :
Subsides mobilité #**

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La mobilité et la sécurité impactent directement la qualité de nos vies. Les politiques de mobilité et de sécurité routière se révèlent donc fondamentales. De très nombreux acteurs sont concernés par leur mise en oeuvre, dont notamment les communes.

Le renforcement de la collaboration entre les 19 communes et la Région est un des piliers de cette vision.

Ainsi, une série de mécanismes de soutien financier a été élaborée par la Région à l'attention des communes afin de les stimuler à oeuvrer dans le sens d'une mobilité toujours plus durable et plus sûre.

En ce début du mois de février, les communes étaient donc appelées à remettre une candidature pour avoir accès à des subventions sur l'amélioration de la sécurité routière, notamment aux abords des écoles.

Un appel à projets est aussi lancé pour la mise en oeuvre de projets liés à la mobilité durable.

Nos questions sont les suivantes :

- La commune d'Auderghem va-t-elle participer à cet appel à projets ?
- Si oui, quels types de projets sont-ils proposés ?
- Les subsides sont aussi prévus pour les abords d'école. Pour Auderghem, pourriez-vous nous dire quelles écoles seront concernées ?

Nous vous remercions pour vos réponses.

- **Réponse de Monsieur Matthieu Pillois, Échevin :**

Monsieur le Conseiller,

Le 17 novembre dernier, nous avons effectivement reçu de la part de la Région bruxelloise le nouveau guide de subsides en matière de mobilité et de sécurité routière.

Nouveautés par rapport à l'année dernière, les dossiers de subsides devaient être rentrés pour le 1^{er} février et non plus le 1^{er} mars et les projets demandant un permis d'urbanismes devaient l'avoir obtenu avant l'introduction du dossier de candidature. Ces deux nouveaux critères ont largement été contestés par les communes lors des réunions de préparation, mais la Région n'a pas souhaité dévier de sa ligne. Je le regrette, car cela impacte le nombre de dossiers que l'on a pu introduire cette année et diminue de facto le nombre de projets réalisables en 2023.

Nous avons introduit 4 dossiers de demande de subsides : 2 en sécurité routière et 2 en équipements et infrastructures.

En matière de sécurité routière, et comme vous l'avez constaté au moment du vote du budget 2023, nous avons choisi de nous focaliser sur une amélioration de la sécurité routière aux abords des écoles. Nous avons donc demandé un subside de 24.400€ pour le remplacement de l'ensemble des passages piétons devant les écoles par de nouveaux passages piétons, en thermocollés, avec des microbilles de verre intégrées ainsi qu'avec des plots réfléchissants. Ces nouveaux passages permettront une meilleure visibilité des passants. Dans ce même dossier, nous avons fait la demande de feux de signalisation comportementaux dits « à l'espagnole » que nous placerons avenue Chaudron et Avenue du Parc de Woluwe. Ces feux intelligents passent automatiquement au rouge si la vitesse autorisée dans la rue est dépassée par un automobiliste.

Un autre dossier de subside a été également introduit afin d'augmenter la surface du parvis d'entrée de la section maternelle du centre scolaire du Souverain. 14m² de trottoirs supplémentaires sont ainsi prévus. Le montant du subside demandé est de 20.000€.

Concernant les subsides en équipements et infrastructures, nous avons introduit comme chaque année la demande de 8 nouveaux box à vélos sécurisés pour un montant de 20.000€. Ils seront disposés dans les rues où la demande de places est la plus forte actuellement. Enfin, nous avons introduit une demande d'un subside de 38.000€ pour la création de 50 emplacements de stationnement pour véhicules de micromobilité partagée.

Nous devrions recevoir les informations sur la sélection ou non de nos projets pour le 17 avril au plus tard de la part de la Région.

J'espère avoir pu répondre à vos questions.

Matthieu PILLOIS

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heren François Lebovy en Christian Grétry (ECOLO-GROEN) : Mobiliteitssubsidies #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

Mobiliteit en veiligheid zijn rechtstreeks van invloed op de kwaliteit van ons leven. Het beleid inzake mobiliteit en verkeersveiligheid is dus van fundamenteel belang. Bij de uitvoering ervan zijn vele actoren betrokken, waaronder de gemeenten.

Een van de pijlers van deze visie is de versterking van de samenwerking tussen de 19 gemeenten en het Gewest.

Daarom heeft het Gewest een reeks financiële steunmechanismen voor de gemeenten ontwikkeld om hen te stimuleren te werken aan een steeds duurzamere en veiligere mobiliteit.

Begin februari werden de gemeenten daarom opgeroepen een aanvraag in te dienen om toegang te krijgen tot subsidies voor het verbeteren van de verkeersveiligheid, met name rond scholen.

Er wordt ook een projectoproep gelanceerd voor de uitvoering van projecten in verband met duurzame mobiliteit.

Onze vragen luiden als volgt:

- Zal de gemeente Oudergem deelnemen aan deze projectoproep?
- Zo ja, welke soorten projecten worden voorgesteld?
- Er zijn ook subsidies voorzien voor schoolbenaderingen. Kunt u ons voor Oudergem vertellen om welke scholen het gaat?

Dank u voor uw antwoorden.

- **Antwoord van de heer Matthieu Pillois, Schepen :**

Raadslid,

Op 17 november ontvingen wij van het Brussels Gewest de nieuwe gids voor mobiliteits- en verkeersveiligheidssubsidies.

Nieuw in vergelijking met vorig jaar was dat subsidieaanvragen uiterlijk op 1^{er} februari in plaats van op 1^{er} maart moesten worden ingediend en dat projecten waarvoor een bouwvergunning nodig was, deze moesten hebben verkregen voordat de aanvraag werd ingediend. Deze twee nieuwe criteria werden tijdens de voorbereidende vergaderingen door de gemeenten sterk betwist, maar het Gewest wilde niet van zijn lijn afwijken. Ik betreur dit, omdat het gevolgen heeft voor het aantal aanvragen dat dit jaar kan worden ingediend en de facto het aantal projecten dat in 2023 kan worden uitgevoerd, vermindert.

Wij hebben 4 subsidieaanvragen ingediend: 2 voor verkeersveiligheid en 2 voor materieel en infrastructuur. Op het gebied van verkeersveiligheid, en zoals u bij de stemming over de begroting 2023 hebt gezien, hebben wij ervoor gekozen ons te richten op het verbeteren van de verkeersveiligheid rond scholen. Daarom hebben wij een subsidie van 24.400 euro aangevraagd om alle zebrapaden voor de scholen te vervangen door nieuwe zebrapaden van thermisch gebonden materiaal met geïntegreerde glasparels en reflecterende noppen. Deze nieuwe oversteekplaatsen zullen de zichtbaarheid van voorbijgangers verbeteren. In ditzelfde dossier hebben wij gevraagd om "Spaanse lichten", die op de Chaudronlaan en de Woluwelaan zullen worden geïnstalleerd. Deze intelligente verkeerslichten gaan automatisch op rood als een automobilist de maximumsnelheid in de straat overschrijdt.

Ook is een subsidieaanvraag ingediend om de oppervlakte van de ingang van het kleutergedeelte van het schoolcentrum Souverain te vergroten. Een extra 14 m² bestrating is gepland. De gevraagde subsidie bedraagt 20.000 euro.

Wat de subsidies voor uitrusting en infrastructuur betreft, hebben wij, zoals elk jaar, de aanvraag ingediend voor 8 nieuwe beveiligde fietsboxen voor een bedrag van 20.000 euro. Zij zullen worden geplaatst in de straten waar de vraag naar plaatsen momenteel het grootst is. Ten slotte hebben wij een subsidieaanvraag van 38.000 euro ingediend voor de aanleg van 50 parkeerplaatsen voor gedeelde micromobiliteitsvoertuigen.

Wij zouden uiterlijk op 17 april van het Gewest te horen moeten krijgen of onze projecten zijn geselecteerd. Ik hoop dat ik uw vragen heb kunnen beantwoorden.

Matthieu PILLOIS

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos de la politique auderghemoise relative à l'occupation des cellules commerciales #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La presse nous rappelle régulièrement le défi que représente la gestion des surfaces commerciales inoccupées, en région bruxelloise ou ailleurs. Il s'agit, en effet, d'une problématique importante, tant la vitalité des noyaux commerciaux s'avère positive pour les quartiers environnants.

Le rôle des communes en ce qui concerne les initiatives destinées à favoriser l'occupation des cellules vides est dès lors primordial. Nous constatons d'ailleurs que certaines d'entre elles accélèrent la mise en place de projets en ce sens, à l'instar d'Etterbeek, comme nous avons pu le constater dans les médias, il y a quelques jours.

Dans ce cadre, nos questions sont donc les suivantes :

- Actuellement, combien y a-t-il de surfaces commerciales vides à Auderghem et quel pourcentage cela représente-t-il à l'échelle de la commune ? Pouvez-vous également nous informer quant à l'évolution de ces données sur les dernières années ?
- Au quotidien, de quelle manière les autorités communales suivent-elles l'évolution des cellules vacantes ?
- Quelles sont les actions concrètes déjà mises en place ou prévues afin de lutter contre les cellules commerciales vides ?
- Quelles sont les initiatives prises par la commune dans l'optique d'attirer une offre commerciale diversifiée et de qualité sur son territoire ?
- Finalement, quelles collaborations initiez-vous dans ce but avec les différents niveaux de pouvoir compétents, mais également avec les secteurs entrepreneuriaux et associatifs ?

Nous vous remercions.

Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• **Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :**

Madame la conseillère,

Je vous remercie pour votre question.

Les dernières données en ma possession liée aux surfaces commerciales vides datent 2020 et indiquent une trentaine de surfaces vides. La plupart de ces cellules se situent sur le liseré commercial qu'est la chaussée de Wavre.

Ces chiffres sont à nuancer avec les visites de terrain organisées par le service des taxes. En effet, dans la pratique il ressort que de nombreux d'entre-eux ont changé d'affectation et se sont transformé en logement. De plus, de nombreux rez-de-chaussée situés dans le périmètre du projet immobilier WASTRA sont actuellement vides, mais ne le seront bientôt plus.

Au quotidien, comme je vous l'expliquais, le service des taxes organise régulièrement des visites de terrain dans les quartiers pour effectuer un recensement que ce soit des logements ou des rez-de-chaussée vides. Parallèlement à cela, les équipes de Hub Brussels effectuent le même type de recensement et nous fournissent des graphiques à propos de l'évolution et de la localisation des cellules vides.

Ces chiffres précieux nous aident à orienter les quelques candidats potentiels qui prennent rendez-vous avec le service de l'Économie locale pour envisager une installation à Auderghem.

Par ailleurs, l'accompagnement des candidats commerçants se fait aussi via la cellule « Retail » de hub.brussels qui aboutit à occuper des cellules vides en y installant une nouvelle offre commerciale.

Néanmoins, il est clair que nous ne sommes pas toujours informés de l'ouverture d'un commerce et que l'établissement d'un listing à jour et précis est un travail de longue haleine réalisé par le service de l'Économie locale.

Je partage évidemment votre constat, les cellules vides empêchent le dynamisme commercial et n'offre pas une très belle vitrine (c'est le cas de le dire) à nos quartiers commerciaux.

Pour tenter de lutter contre ce phénomène, nous utilisons tout d'abord un système de taxation lorsque le rez-de-chaussée est toujours répertorié comme cellule commerciale. Le montant de la taxe est de 15 euros/m² la première année et est d'application après un an de vacance. Si l'affectation de celui-ci a changé, nous ne pouvons plus rien faire.

Il y a quelques mois, suite à une longue vacance d'un rez-de-chaussée commercial, j'avais pris contact avec le propriétaire pour lui proposer une collaboration avec des artistes auderghemois afin que ces derniers puissent exposer des œuvres. Malheureusement, le propriétaire avait décliné la proposition.

Pour l'avenir, nous pensons sensibiliser les propriétaires en leur adressant un courrier qui leur proposerait une alternative à la taxe, comme par exemple la possibilité de créer un magasin à l'essai comme la formule « Auberge espagnole » proposée par Hub Brussels ou encore la collaboration avec des artistes.

Pour permettre une certaine « attractivité » commerciale sur Auderghem, des leviers communaux sont déjà activés comme la suppression de la taxe sur les terrasses ou la diminution de la taxe sur les enseignes.

Je profite aussi de cette réponse pour vous informer que la commune possède dans sa régie foncière 6 rez-de-chaussée, tous situés sur la chaussée de Wavre. Deux d'entre eux sont occupés par la Croix Rouge (épicerie sociale et vestiboutique), un par la halte-garderie, un par l'asbl le Grès pour le projet Babelzin, un par un magasin de vêtements et un dernier actuellement vide dont les travaux sont programmés afin de le remettre sur le marché locatif.

Par ailleurs, avant la crise sanitaire, nous avons mis à disposition l'ancien local de la bibliothèque Néerlandophone à une commerçante proposant un projet d'économie circulaire (vente de matériel de puériculture en seconde main). Malheureusement ce beau projet n'a pas survécu à la crise sanitaire. Il n'en reste pas moins que la volonté du collège reste de promouvoir le commerce de proximité en mettant à disposition les rez-de-chaussée de sa propriété à des projets innovants et permettant de créer du lien dans nos quartiers.

Pour terminer, je vous confirme que notre commune profite d'une collaboration étroite avec les services de Hub Brussels à propos de la grande question stratégique qu'est l'offre commerciale et le soutien aux commerces d'Auderghem.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over het beleid van Oudergem inzake de bezetting van commerciële cellen #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

De pers herinnert regelmatig aan de uitdaging van het beheer van leegstaande commerciële ruimte, in het Brusselse Gewest of elders. Dit is inderdaad een belangrijke kwestie, aangezien de vitaliteit van commerciële centra zo positief is voor de omliggende buurten.

De rol van de gemeenten met betrekking tot initiatieven ter bevordering van de bezetting van lege cellen is derhalve van essentieel belang. Wij stellen ook vast dat sommige van hen de uitvoering van projecten in die zin versnellen, naar het voorbeeld van Etterbeek, zoals wij enkele dagen geleden in de media hebben kunnen zien.

In dit verband luiden onze vragen als volgt:

- Hoeveel handelspanden staan er momenteel leeg in Oudergem en welk percentage vertegenwoordigt dit op gemeentelijk niveau? Kunt u ons ook informeren over de ontwikkeling van deze gegevens in de afgelopen jaren?
- Hoe controleert het gemeentebestuur dagelijks de ontwikkeling van leegstaande cellen?
- Welke concrete maatregelen zijn reeds genomen of gepland om lege commerciële cellen te bestrijden?
- Welke initiatieven heeft de gemeente genomen om een gediversifieerd en kwalitatief hoogstaand commercieel aanbod op haar grondgebied aan te trekken?
- Tot slot, welke samenwerking initieert u met de verschillende bevoegde overheidsniveaus, maar ook met de ondernemers- en verenigingssector?

Wij danken u voor uw steun.

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• **Antwoord van mevrouw Elise Willame, Schepen:**

Raadslid,

Dank u voor uw vraag.

De laatste gegevens waarover ik beschik met betrekking tot lege commerciële oppervlakten dateren van 2020 en wijzen op ongeveer dertig lege oppervlakten. De meeste van deze cellen bevinden zich op de commerciële strip die de Waverssesteenweg is.

Deze cijfers moeten worden genuanceerd aan de hand van de door de belastingdienst georganiseerde bezoeken ter plaatse. In de praktijk blijkt dat veel van deze gebouwen een andere bestemming hebben gekregen en zijn omgevormd tot woningen. Bovendien staan vele benedenverdiepingen in de omtrek van het WASTRA-vastgoedproject momenteel leeg, maar dat zal binnenkort niet meer het geval zijn.

Zoals ik u heb uitgelegd, legt de belastingdienst regelmatig bezoeken af in de wijken om een telling uit te voeren van zowel de woningen als de leegstaande begane grond. Tegelijkertijd voeren de teams van hub.brussels hetzelfde soort onderzoek uit en verstrekken zij ons grafieken over de evolutie en de plaats van de lege cellen.

Deze waardevolle cijfers helpen ons om de weinige potentiële kandidaten die een afspraak maken met de dienst Lokale Economie te begeleiden om zich in Oudergem te vestigen.

Daarnaast wordt de ondersteuning van kandidaat-retailers ook verzorgd via de eenheid "Retail" van hub.brussels, waardoor lege cellen worden bezet door de installatie van een nieuw commercieel aanbod.

Het is echter duidelijk dat wij niet altijd op de hoogte zijn van de opening van een bedrijf en dat het opstellen van een bijgewerkte en nauwkeurige lijst een werk van lange adem is dat door het departement Plaatselijke Economie wordt uitgevoerd.

Ik ben het uiteraard eens met uw opmerking dat lege cellen de commerciële dynamiek verhinderen en niet bepaald een mooie etalage (het is de zaak om het te zeggen) vormen voor onze handelswijken.

Om dit tegen te gaan, wordt eerst een systeem van belastingheffing toegepast wanneer de begane grond nog als commerciële eenheid te boek staat. De belasting bedraagt 15 euro/m² in het eerste jaar en geldt na een jaar leegstand. Als het gebruik van de begane grond is veranderd, kunnen we niets meer doen.

Een paar maanden geleden, na een lange leegstand van een commerciële benedenverdieping, nam ik contact op met de eigenaar om een samenwerking met lokale kunstenaars voor te stellen zodat zij hun werk konden tentoonstellen. Helaas wees de eigenaar het voorstel af.

Voor de toekomst denken wij eraan de eigenaars te sensibiliseren door hen een brief te sturen waarin een alternatief voor de belasting wordt voorgesteld, zoals de mogelijkheid om een proefwinkel op te richten zoals de door hub.brussels voorgestelde formule "Auberge espagnole" of samen te werken met kunstenaars.

Om een zekere commerciële "aantrekkingskracht" in Oudergem mogelijk te maken, werden reeds gemeentelijke hefboomen geactiveerd, zoals de afschaffing van de belasting op terrassen of de vermindering van de belasting op uithangborden.

Ik zou ook van dit antwoord gebruik willen maken om u mede te delen dat de gemeente in haar kadaster 6 begane gronden heeft, alle gelegen aan de Waverssesteenweg. Twee ervan worden bezet door het Rode Kruis (sociale kruidenierswinkel en vestiaire), één door het kinderdagverblijf, één door de vzw Le Grès voor het project Babelzin, één door een kledingwinkel en één die momenteel leeg staat en waarvoor werkzaamheden zijn gepland om het opnieuw op de huurmarkt te brengen.

Bovendien hadden wij vóór de gezondheidscrisis de voormalige lokalen van de Nederlandstalige bibliotheek ter beschikking gesteld van een handelaar die een project van circulaire economie voorstelde (verkoop van tweedehands materiaal voor kinderopvang). Helaas heeft dit prachtige project de gezondheidscrisis niet overleefd. Toch blijft het college zich inzetten om de lokale handel te bevorderen door de begane grond van haar gebouwen beschikbaar te stellen voor innovatieve projecten die verbindingen in onze wijken tot stand brengen.

Tot slot wil ik bevestigen dat onze gemeente profiteert van een nauwe samenwerking met de diensten van hub.brussels op het belangrijke strategische punt van het commerciële aanbod en de ondersteuning van de bedrijven van Oudergem.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

#Objet : Question orale de Messieurs Ivo Van Ginneken et François Lebovy (Ecolo-Groen) sur les actions d'Auderghem pour contribuer à une sortie de la crise de l'asile #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les conseillers communaux,
Chers collègues,

Comme vous l'avez sans doute tous lu dans les médias, une crise humanitaire se déroule actuellement dans notre capitale. Les demandeurs d'asile vivent dans les rues, dans les parcs et dans des bâtiments vides. Environ 3 000 personnes n'ont reçu aucune aide suite à leur demande d'abri. L'État belge a été condamné plus de 7.000 fois par le tribunal du travail de Bruxelles et les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme obligeant la Belgique à héberger ces demandeurs d'asile ont afflué ces dernières semaines.

Cette situation est intenable sur le plan humain. Nous sommes conscients que le gouvernement fédéral est responsable de l'accueil des demandeurs d'asile. À Auuderghem, les demandeurs d'asile mineurs non accompagnés (appelés MENA) sont déjà hébergés par Fedasil dans une ancienne maison de repos. Nous espérons que la commune d'Auderghem pourra apporter son soutien. Après tout, lors du conseil communal du 1er mars 2018, la motion " commune hospitalière " a été approuvée.

Par conséquent, en tant que groupe Ecolo-Groen, nous nous posons les questions suivantes :

1. Quelle aide la commune apporte-t-elle à Fedasil ? De quelle manière y a-t-il coopération ?
2. La commune peut-elle accueillir un certain nombre de demandeurs d'asile, temporairement si nécessaire ?
3. La commune dispose-t-elle de bâtiments vacants qui peuvent être mis à la disposition de Fedasil ?
4. A l'approche de l'anniversaire du vote de la motion de 2018, pouvez-vous nous donner des informations sur les actions de soutien que la commune a mises en place pour les migrants mais aussi pour les hébergeurs ?

Merci pour vos réponses

• Réponse de Madame Sophie de Vos et de Monsieur Didier Molders :

Avant tout, je tiens à souligner que la crise d'accueil actuelle n'est pas seulement le résultat d'un afflux de migrants, mais aussi de lacunes organisationnelles qui ne peuvent être résolues que par les autorités et administrations responsables :

Fedasil, qui s'est retiré de nombreux refuges et qui, au contraire, s'efforce maintenant d'accroître sa capacité et son personnel...

Lorsque Fedasil nous a contactés pour l'ouverture du centre pour mineurs non accompagnés, ainsi que lorsque le Samusocial l'a fait, nous avons mis en place un groupe de travail communal pour veiller à ce que les résidents soient accueillis dans de bonnes conditions.

Nous sommes en contact régulier avec ce centre de transit pour mineurs de Fedasil.

En ce qui concerne le Samusocial, nous avons récemment eu une réunion avec les administrateurs de leur refuge au sujet du traitement des demandes de résidence de leurs résidents.

Selon un calendrier convenu avec le personnel du centre Fedasil, les activités et les sorties sont organisées et animées par notre équipe de gardiens de la paix. Ces activités permettent aux jeunes qui vivent au centre de se familiariser avec les codes de comportement et les coutumes. Ces rencontres créent un lien particulier avec les gardiens de la paix.

Pour le Samusocial, les jeunes adolescents participent aux activités de notre centre de jeunesse. Les équipes des services de prévention, notamment les CEMPA, sont en contact régulier avec le Samusocial. Par leur travail, qui se concentre principalement sur une aide ponctuelle (par exemple, trouver une école pour les enfants) et un accompagnement, nos équipes sont un partenaire privilégié. Nous sommes toujours prêts à intervenir à la demande du personnel du Samusocial.

Nous avons également mis en place une procédure d'offres d'emploi et de sélection des candidats pour les postes vacants à Fedasil, en collaboration active entre l'équipe du secrétariat communal et le CPAS.

La commune n'a ni le pouvoir, ni le personnel, ni l'infrastructure pour remplacer Fedasil, le SPF Justice, etc. L'accueil des réfugiés n'est pas une tâche réservée aux bénévoles de bonne volonté disposant d'une connexion Internet, d'un lit, de café et de croissants. C'est pourquoi il existe des structures professionnelles efficaces comme la Croix-Rouge, le Samusocial, Caritas International et, même s'il est difficile d'y croire en ce moment, Fedasil.

Comme je viens de le mentionner, nous soutenons et travaillons avec le centre pour mineurs Fedasil et le foyer du Samusocial.

Nous avons également joué un rôle actif en accueillant plus de 250 Ukrainiens et en soutenant leurs familles d'accueil.

A ces nombreuses occasions, nous sommes allés au-delà de notre mission : organisation quotidienne et 7/7 des rencontres entre les hôtes et les familles d'accueil, séances d'information pour les familles d'accueil, développement d'une offre de cours, recherche de places pour les enfants en crèches et en écoles, organisation d'activités diverses par le Pavillon, séances d'information pour la recherche d'emploi, etc.

Ni le CPAS ni la commune ne disposent de bâtiments vacants pouvant être utilisés pour loger des réfugiés. Si des appartements communaux sont vacants, c'est parce qu'ils sont en cours de rénovation.

Ceci étant dit, l'appel à trouver une initiative locale d'accueil (ILA) a été entendu et le CPAS et la Régie foncière devraient discuter des possibilités de consacrer un futur appartement à une telle ILA.

L'adoption de la motion " Commune hospitalière " le 1er mars 2018 prévoit un bilan annuel dans le cadre du Forum des associations solidaires d'Auderghem.

Cette réunion a eu lieu le 17 janvier 2023.

Au cours de l'année écoulée, la commune a été présente sur tous les fronts en faveur des réfugiés d'Ukraine.

En 2022, la commune a participé à la mise en place de la plateforme d'accompagnement des professionnels et des familles d'accueil. Notre expertise juridique et sociale a été déployée. La commune a participé activement à l'ajout de propositions d'accueil sur la plateforme régionale " bemyguest " sur laquelle elle a mis en place 620 places d'accueil pour les réfugiés du 24/02/2022 au 31/10/2022.

La commune travaille en étroite collaboration avec l'ASBL "Le Pavillon", partenaire du Forum des associations solidaires d'Auderghem. Cette ASBL joue un rôle clé dans l'accueil des réfugiés. L'ASBL organise des réunions, des dîners, des moments d'échange, des cours de langue et d'autres activités pour les réfugiés dans la maison fournie par la commune.

Dans ce contexte, il est important de souligner que le Pavillon a obtenu le statut d'opérateur linguistique, financé et reconnu par la COCOF, qui lui permet de coopérer avec le BAPA (bureau d'accueil des primo-arrivants), chargé de mettre en œuvre le programme d'accueil obligatoire et gratuit en Région de Bruxelles-

Capitale, dans le cadre d'une politique sociale visant à accroître leur participation sociale, économique et culturelle.

Depuis juin 2022, les services communaux de l'action sociale et de la population enregistrent et informent les nouveaux arrivants dans le cadre du programme d'intégration, en collaboration avec le BON (Bureau d'accueil bruxellois pour l'intégration) et le BAPA.

Le FASA finalise la préparation d'un dépliant qui informera, dans les langues les plus courantes, les personnes susceptibles d'avoir besoin de services utiles avant de s'installer dans la commune.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van de heren Ivo Van Ginneken en François Lebovy (Ecolo-Groen) over de acties van Oudergem om bij te dragen aan een uitweg voor de asielcrisis #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren, gemeenteraadsleden
Beste collega's,

Zoals u ongetwijfeld allemaal in de media gelezen hebt, vindt er op dit moment in onze hoofdstad een humanitaire crisis plaats. Asielzoekers leven op straat, in parken en in leegstaande gebouwen. Ongeveer 3.000 personen hebben geen hulp ontvangen na hun verzoek om opvang. De Belgische staat is meer dan 7000 keer veroordeeld door het Arbeidshof van Brussel en de uitspraken van het Europees Hof voor de Rechten van de Mens, die België verplichten deze asielzoekers te huisvesten, stromen de laatste weken binnen.

Deze situatie is onhoudbaar op menselijk vlak. Wij beseffen dat de federale regering verantwoordelijk is voor de opvang van asielzoekers. In Oudergem worden niet-begeleide minderjarige asielzoekers (de zogenaamde NBMV) al door Fedasil opgevangen in een voormalig rusthuis. Wij hopen dat de gemeente Oudergem haar steun kan uitbreiden. Op de gemeenteraad van 1 maart 2018 werd immers de motie "gastvrije gemeente" goedgekeurd.

Daarom hebben wij als fractie van Ecolo-Groen de volgende vragen:

1. Welke hulp biedt de gemeente aan Fedasil? Op welke manier wordt er samengewerkt?
2. Kan de gemeente, desnoods tijdelijk, een aantal asielzoekers opvangen?
3. Beschikt de gemeente over leegstaande gebouwen die aan Fedasil ter beschikking gesteld kunnen worden?
4. Kunt u, nu we de verjaardag van de stemming over de motie van 2018 naderen, informatie geven over de ondersteuningsacties die de gemeente heeft uitgevoerd voor migranten maar ook voor aanbieders van huisvesting?

Dank u voor uw antwoorden

- **Antwoord van Sophie de Vos en Didier Molders**

Eerts en vooral wil ik benadrukken dat de huidige opvangcrisis niet alleen het gevolg is van een toevloed van migranten, maar ook van organisatorische tekortkomingen die alleen door de verantwoordelijke overheden en besturen kunnen worden opgelost:

Fedasil, dat zich uit veel opvanglocaties heeft teruggetrokken en desgevallend nu moeite heeft zijn capaciteit en personeelsbezetting uit te breiden...

Toen Fedasil contact met ons opnam voor de opening van het centrum voor niet-begeleide minderjarigen, evenals toen Samusocial dat deed, hebben we een gemeentelijke taskforce opgericht om ervoor te zorgen dat de bewoners in goede omstandigheden werden opgevangen.

Wij staan regelmatig in contact met dit transitcentrum van Fedasil voor minderjarigen.

Voor wat betreft de Samusocial hebben wij onlangs nog een vergadering gehad met de beheerders van hun opvangcentrum over de behandeling van verblijfsaanvragen van hun bewoners.

Volgens een met het personeel van het Fedasil-centrum overeengekomen planning worden activiteiten en uitstapjes georganiseerd en geleid door ons team van gemeenschapswachters. Dankzij deze activiteiten kunnen de jongeren die in het centrum leven, vertrouwd raken met de gedragscodes en de gewoontes. Door deze ontmoetingen ontstaat een speciale band met de gemeenschapswachters.

Voor Samusocial nemen jonge adolescenten deel aan de activiteiten van ons jeugdhuis. De teams van de preventiedienst, en met name het Cempa, hebben regelmatig contact met de Samusocial. Door hun werk, dat voornamelijk gericht is op punctuele hulp (bijvoorbeeld het vinden van een school voor de kinderen) en begeleiding, zijn onze teams een bevoorrechte partner. Wij staan altijd klaar om in te grijpen als het personeel van Samusocial daarom vraagt.

We hebben ook een procedure opgezet voor jobsaanbieden en het selecteren van kandidaten voor vacatures bij Fedasil, in actieve samenwerking tussen het team van het gemeentesecretariaat en het OCMW.

De gemeente heeft noch de bevoegdheid, noch het personeel, noch de infrastructuur om Fedasil, de FOD Justitie te vervangen. De opvang van vluchtelingen is geen taak voor vrijwilligers met goede wil en een internetverbinding, een bed, koffie en croissants. Daarom zijn er efficiënte professionele structuren zoals het Rode Kruis, Samusocial, Caritas International en, ook al is het op dit moment moeilijk om erin te geloven, Fedasil.

Zoals ik net al zei, steunen wij en werken wij samen met het Fedasil-centrum voor minderjarigen en de opvangcentrum van Samusocial.

Wij hebben ook een actieve rol gespeeld bij de ontvangst van meer dan 250 Oekraïners en de ondersteuning van hun gastgezinnen.

Bij deze vele gelegenheden zijn wij verder gegaan dan onze opdracht : dagelijkse en 7/7 organisatie van ontmoetingen tussen gasten en opvanggezinnen, informatiesessies voor gastgezinnen, ontwikkeling van een cursusaanbod ~~Frans~~, het vinden van plaatsen voor kinderen in kribben en scholen, organisatie van diverse activiteiten door het Paviljoen, informatiesessies voor het zoeken naar werk, enz.

Noch het OCMW, noch de gemeente beschikt over leegstaande gebouwen die voor de huisvesting van vluchtelingen kunnen worden gebruikt. Als er gemeentelijke appartementen leeg staan, is dat omdat ze worden gerenoveerd

Dit gezegd zijnde, is de oproep om een lokale opvanginitiatief (LOI) te vinden gehoord en moeten het OCMW en de Grondregie de mogelijkheden bespreken om een of andere toekomstige appartement aan een dergelijke LOI te wijden.

De goedkeuring van de motie "Gastvrije gemeente" op 1 maart 2018 voorziet in een jaarlijkse evaluatie in het kader van het Forum van Solidariteitsverenigingen van Oudergem.

Deze bijeenkomst vond plaats op 17 januari 2023.

Gedurende het verleden jaar was de gemeente op alle fronten aanwezig ten gunste van de vluchtelingen uit Oekraïne.

In 2022 (twee duizend twee en twintig) heeft de gemeente deelgenomen aan de oprichting van het platform ter ondersteuning van professionals en gastgezinnen. Onze juridische en sociale deskundigheid werd ingezet. De gemeente heeft actief deelgenomen aan de toevoeging van opvangvoorstellen op het regionale platform "bemyguest" waarop zij van 24/02/2022 tot 31/10/2022 620 opvangplaatsen voor vluchtelingen heeft ingericht.

De gemeente werkt nauw samen met de VZW "Het Paviljoen", een partner van de Forum van Solidariteitsverenigingen van Oudergem. Dit VZW speelt een sleutelrol in de opvang van vluchtelingen. De VZW organiseert in het door de gemeente beschikbaar gestelde huis bijeenkomsten, diners,

uitwisselingsmomenten, taalcursussen en andere activiteiten voor de vluchtelingen.

In dit verband is het belangrijk erop te wijzen dat het Pavilkoen de status van taaloperator heeft verkregen, gefinancierd en erkend door het COCOF, waardoor het kan samenwerken met het BAPA (onthaalbureau voor nieuwkomers), dat belast is met de uitvoering van het verplichte en gratis opvangprogramma in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van een sociaal beleid dat erop gericht is hun sociale, economische en culturele participatie te vergroten.

Sinds juni 2022 registreren en informeren de gemeentelijke diensten voor Sociale actie en Bevolking nieuwkomers in het kader van het integratieprogramma, in samenwerking met het BON (Brussels onthaalbureau voor inburgering) en het BAPA.

Het FASA legt de laatste hand aan de opstelling van een folder die, in de meest gangbare talen, mensen informeert die voor hun vestiging in de gemeente nuttige diensten nodig kunnen hebben.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Didier Gosuin, *Président* ;
Sophie de Vos, *Bourgmestre* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Conseillers communaux* ;
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

Excusés

Alain Lefebvre, *Échevin-e* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijns, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Conseillers communaux*.

Séance du 09.02.23

#Objet : Question orale de Mesdames Martine Maelschalck et Cécile Henrard (MR-OpenVLD) à propos des repas des Cuisines bruxelloises #

Séance publique

Secrétariat

Monsieur le Président,
Madame la Bourgmestre,
Mesdames et Messieurs les Echevins,
Chers Collègues,

La presse du 16 janvier 2023 (La Capitale) s'est fait l'écho de critiques concernant la qualité du service proposé par les Cuisines bruxelloises, qui fournissent les repas dans nos écoles communales. Sans nous prononcer sur la fiabilité de la dénonciation, ni même sur la réponse surprenante donnée par un responsable des Cuisines bruxelloises - « S'il y avait un problème sanitaire on le saurait car ça toucherait des centaines d'enfants » -, nous pensons que c'est l'occasion de refaire le point sur les cantines scolaires dans notre commune.

En effet, lorsque nous avons posé une question lors du Conseil communal du 26 novembre 2020 à propos de l'enquête de satisfaction portant sur les Cuisines bruxelloises, l'Echevine de l'Enseignement nous avait indiqué qu'une rencontre, reportée pour cause de crise sanitaire, était prévue dès que possible. Ce serait également l'occasion de connaître les axes stratégiques du prestataire pour 2019-2024.

Nos questions sont les suivantes :

- Cette réunion a-t-elle eu lieu ?
- Si oui, quels en ont été les principaux enseignements ?
- Comment s'effectuent les contrôles de la qualité des repas servis dans les écoles ?
- Les services de la commune sont-ils impliqués dans ce contrôle ?

Nous vous remercions,
Martine Maelschalck et Cécile Henrard, conseillères communales MR-Open VLD

• Réponse de Madame Élise Willame, Échevine :

Madame la conseillère,

Merci pour votre question.

Je débiterai cette réponse par une remise en contexte de la sortie de l'article mentionné. Celui-ci concernait l'activité du département Enfance (scolaire – crèche) dont la préparation des repas est réalisée sur la cuisine d'Anderlecht. Il s'agit d'un des neuf sites de production des Cuisines, qui traite l'ensemble des repas scolaire, en attendant la rénovation du site à Haren. Selon les informations que nous avons reçues au Conseil d'Administration, il s'agit d'un cas d'une plainte d'un ancien collaborateur qui, après avoir agressé verbalement et physiquement un de ses collègues en novembre dernier, a été licencié pour fautes graves sans préavis.

Lorsque les Cuisines bruxelloises ont été averties de la sortie de cet article, le président du Conseil d'Administration a organisé une visite pour l'équipe de journaliste durant plus d'une heure, et ce sans pouvoir constater de problème de salubrité.

Pour ce qui est des contrôles, la Cuisine Centrale d'Anderlecht fait l'objet d'un contrôle mensuel sur les nuisibles, ainsi que de contrôles par l'AFSCA, Quality-Partner ainsi que de leur cellule qualité Hygiène qui effectue des contrôles réguliers. Le dernier rapport de l'AFSCA en octobre 2021 a donné un avis favorable sur cette question de l'hygiène et la dernière visite de l'AFSCA date du 23/01/23. Par ailleurs, des contrôles organisés par Brulabo sont réguliers et les comptes rendus sont envoyés systématiquement à la commune.

J'en viens à la question des contacts et réunion avec les écoles et associations de parents. Comme représentante de la commune d'Auderghem au CA des Cuisines bruxelloises, il me tient à cœur de porter la parole des familles, mais aussi du personnel de service. À ce titre, j'organise régulièrement des réunions avec les 4 associations de parents. La dernière en date s'est organisée en octobre dernier. Lors de celle-ci, les Cuisines bruxelloises ont pu proposer le nouveau plan alimentaire. Cette rencontre a permis aussi aux parents d'attirer l'attention sur le gaspillage alimentaire, le grammage des repas, la bonne utilisation des fours,.. La réunion s'est voulue constructive, mais il est certain que certains points restent à améliorer. Dans ce cadre, l'équipe des Cuisines a nommé une personne référente pour notre commune. Celle-ci réalise actuellement un tour des écoles pour rencontrer les équipes qui s'occupent du service des enfants. J'ai moi-même assisté à l'une d'entre elles et je peux vous dire que les informations relayées ont bien été prises en compte.

Enfin, je voudrais terminer cette réponse pour vous informer des projets en cours ;

Le premier concerne la lutte contre le gaspillage alimentaire, un processus de quantification de ce dernier se déroulera après les congés de détente dans l'une de nos écoles. Les équipes sont informées et ont reçu les outils adéquats.

À la demande des parents, chacune des cantines s'est vue proposer un carnet de communication entre les écoles et les Cuisines pour faciliter la communication.

À la demande des parents toujours, un comité du goût s'est mis en place. Ainsi, plusieurs parents et moi-même avons pu goûter un plat dans les conditions réelles que connaissent les enfants. Ce projet va s'élargir à d'autres écoles.

Et enfin, pour favoriser les contacts entre les familles et l'équipe des Cuisines bruxelloises, des dates de visite de la cuisine d'Anderlecht seront prévues pour les parents volontaires.

Votre question me donne à penser qu'il serait intéressant d'organiser prochainement une réunion de commission et d'y inviter l'équipe des Cuisines bruxelloises pour vous présenter les axes stratégiques ainsi que le nouveau plan alimentaire proposé aux enfants.

Je vous remercie pour votre écoute.

Le Conseil prend acte.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,
(s) Didier Gosuin

POUR EXTRAIT CONFORME
Auderghem, le 14 février 2023

Le Secrétaire communal,

La Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos

**BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST
GEMEENTE OUDERGEM**Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad**Aanwezig**

Didier Gosuin, *Voorzitter* ;
Sophie de Vos, *Burgemeester* ;
Elise Willame, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Matthieu Pillois, Michel Blampain, Lieve Jorens, *Schepenen* ;
Jeannine Crucifix, Isabelle Désir, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Marc Vandame, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Pauline Vermeiren, Christine Bogaert, Martine Maelschalck, François Lebovy, Carinne Lenoir, Vincianne Lerate, Cécile Henrard, Ivo Van Ginneken, *Gemeenteraadsleden* ;
Etienne Schoonbroodt, *Gemeentesecretaris*.

Verontschuldigd

Alain Lefebvre, *Schepen* ;
Véronique Artus, Christophe Magdalijs, Valérie Cops, Vanessa Rigodanzo, Anastasia Bakounine, Nathalie Wyns, *Gemeenteraadsleden*.

Zitting van 09.02.23

#Onderwerp : Mondelinge vraag van Mevrouw Martine Maelschalck en Mevrouw Cécile Henrard (MR-openVLD) over de maaltijden van de Brusselse Keukens #

Openbare zitting

Secretariaat

Geachte heer voorzitter,
Mevrouw de burgemeester,
Dames en heren van de Raad,
Beste collega's,

In de pers van 16 januari 2023 (La Capitale) werd kritiek geuit op de kwaliteit van de dienstverlening van Brussels Kitchens, die maaltijden levert aan onze plaatselijke scholen. Zonder in te gaan op de betrouwbaarheid van de aanklacht, of zelfs op het verrassende antwoord van een directeur van de Brusselse Keukens - "Als er een gezondheidsprobleem was, zouden we het weten, want het zou honderden kinderen treffen" -, denken we dat dit een gelegenheid is om de balans op te maken van de schoolkantines in onze gemeente.

Toen we tijdens de gemeenteraadsvergadering van 26 november 2020 een vraag stelden over het tevredenheidsonderzoek over de Brusselse Keukens, vertelde de locoburgemeester van Onderwijs ons inderdaad dat er zo snel mogelijk een vergadering was gepland die vanwege de gezondheids crisis was uitgesteld. Dit zou ook een gelegenheid zijn om kennis te nemen van de strategische koers van de provider voor 2019-2024.

Onze vragen luiden als volgt:

- Heeft deze vergadering plaatsgevonden?
- Zo ja, wat waren de belangrijkste lessen?
- Hoe worden de kwaliteitscontroles van schoolmaaltijden uitgevoerd?

- Zijn de plaatselijke autoriteiten bij deze controle betrokken?

Wij danken u voor uw steun,

Martine Maelschalck en Cécile Henrard, MR-Open VLD gemeenteraadsleden

• Antwoord van mevrouw Elise Willame, Schepen:

Raadslid,

Dank u voor uw vraag.

Ik zal dit antwoord beginnen met het artikel in zijn context te plaatsen. Het betrof de activiteit van de

kinderafdeling (school - crèche), waarvan de maaltijden in de keuken van Anderlecht worden bereid. Dit is een van de negen productielocaties van de Keukens, die alle schoolmaaltijden verwerkt, in afwachting van de renovatie van de locatie in Haren. Volgens de informatie die wij bij de Raad van Bestuur hebben ontvangen, gaat het om een klacht van een voormalige werknemer die, nadat hij in november vorig jaar een van zijn collega's verbaal en fysiek had mishandeld, zonder opzegtermijn is ontslagen wegens ernstig wangedrag.

Toen de Keukens van Brussel op de hoogte werden gebracht van dit artikel, organiseerde de voorzitter van de Raad van Bestuur een bezoek van meer dan een uur voor het team van journalisten, zonder enige gezondheidsproblemen te kunnen vaststellen.

Wat de controles betreft, is de Centrale Keuken van Anderlecht onderworpen aan een maandelijkse controle op ongedierte, alsook aan controles door het FAVV, Quality-Partner en hun kwaliteitscel hygiëne, die regelmatig controles uitvoert. Het laatste FAVV-verslag van oktober 2021 gaf een gunstig advies over deze hygiënekwestie en het laatste bezoek van het FAVV vond plaats op 23/01/23. Bovendien voert Brulabo regelmatig controles uit en worden systematisch verslagen naar de gemeente gestuurd.

Dit brengt mij op de kwestie van de contacten en vergaderingen met scholen en ouderverenigingen. Als vertegenwoordiger van de gemeente Oudergem in de Raad van Bestuur van de Brusselse Keukens spreek ik graag in naam van de gezinnen, maar ook van het dienstpersoneel. Daartoe organiseer ik regelmatig bijeenkomsten met de vier ouderverenigingen. De meest recente werd afgelopen oktober gehouden. Tijdens deze vergadering konden de Brusselse Keukens het nieuwe voedselplan voorstellen. Tijdens deze bijeenkomst konden de ouders ook de aandacht vestigen op voedselverspilling, het gewicht van de maaltijden, het juiste gebruik van ovens, enz. De vergadering was constructief, maar het staat vast dat bepaalde punten nog voor verbetering vatbaar zijn. In dit verband heeft het keukenteam een contactpersoon voor onze gemeente aangewezen. Deze persoon toert momenteel langs de scholen om de teams te ontmoeten die de kinderen bedienen. Ik heb zelf een van deze vergaderingen bijgewoond en ik kan u zeggen dat met de verstrekte informatie rekening is gehouden.

Tot slot van dit antwoord wil ik u op de hoogte brengen van de lopende projecten;

Het eerste betreft de strijd tegen voedselverspilling; een proces van kwantificering daarvan zal na de ontspanningsvakantie in een van onze scholen plaatsvinden. De teams zijn geïnformeerd en hebben de juiste instrumenten ontvangen.

Op verzoek van de ouders werd aan elk van de kantines een communicatieboekje tussen de scholen en de Keukens aangeboden om de communicatie te vergemakkelijken.

Op verzoek van de ouders werd een smaakcommissie opgericht. Zo konden verschillende ouders en ikzelf een gerecht proeven onder de reële omstandigheden die de kinderen ervaren. Dit project zal worden uitgebreid tot andere scholen.

En om het contact tussen gezinnen en het team van de Brusselse Keukens aan te moedigen, zullen er data voor bezoeken aan de keuken van Anderlecht worden gepland voor oudervrijwilligers.

Uit uw vraag maak ik op dat het interessant zou zijn om in de nabije toekomst een commissievergadering te organiseren en het team van Brussels Kitchens uit te nodigen om de strategische assen en het nieuwe voedselplan dat aan de kinderen wordt voorgesteld, voor te stellen.

Bedankt voor het luisteren.

De Raad neemt akte.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,
(g) Didier Gosuin

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT
Oudergem, 14 februari 2023

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Sophie de Vos